



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté Préfectoral n° UBDEO/ERC/25/95, mettant en demeure l'établissement
PANASONIC Heating & VENTILATION AIR - CONDITIONING France SAS, situé à
Tillières sur Avre
en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement
en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5,
- VU** le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 113-1 à L.113-2, R.113-1 à R.113-2 et R. 142-2 à R.142-3,
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration et notamment ses articles L.121 et L.122,
- VU** le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,
- VU** le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,
- VU** le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- VU** l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 autorisant la société ACE à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement de fabrication de climatiseurs autonomes et traitement des métaux sur la commune de Tillières-sur-Avre,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2005 complétant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société ACE sur la commune de Tillières-sur-Avre,
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 11 avril 2008, concernant AIRWELL INDUSTRIE France SAS, précédemment ACE pour le site sis route de Verneuil à Tillières sur Avre,
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du site AIRWELL INDUSTRIE France SAS soumis à autorisation en SYSTEMAIR AC en date du 26 août 2015,
- VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du site SYSTEMAIR AC soumis à autorisation en PANASONIC Heating & VENTILATION AIR - CONDITIONING France SAS en date du 19 juin 2023,

VU l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/25/60 du 10 juillet 2025 remplaçant les prescriptions de l'arrêté d'autorisation de PANASONIC Heating & VENTILATION AIR - CONDITIONING sur son site implanté sur la commune de Tillières-sur-Avre,

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courriel en date du 16 octobre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement,

VU la réponse de réponse de l'exploitant,

Considérant que lors de la visite du 1^{er} octobre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- que le réseau d'extinction automatique d'incendie n'est plus en service et ce, depuis 2019. Que les vérifications de cette installation ne sont plus réalisées. Que la pompe alimentée au gazole n'est plus opérationnelle ;
- que le compte rendu de vérification électrique Q18, établi par Bureau Veritas, relatif à la visite du 4 au 7 août 2025 conclut sur une installation électrique pouvant entraîner des risques d'incendie et d'explosion,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de 2.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2025 précité et de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2565 ,

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les installations présentent un risque d'incendie et d'explosion,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PANASONIC Heating & VENTILATION AIR - CONDITIONING de respecter les dispositions de l'article 2.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2025 et de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier :

La société PANASONIC Heating & VENTILATION AIR - CONDITIONING dont le siège social se situe Route de Verneuil, sur la commune de Tillières sur Avre, exploitante d'une installation de fabrication des équipements aérauliques et frigorifiques industriels, Route de Verneuil, sur la commune de Tillières sur Avre, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois les dispositions de l'article :

- 2.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 juillet 2025 : «[...] L'établissement dispose d'un réseau d'extinction automatique alimenté par deux cuves de 30 et 430 m³, munies de deux pompes (une électrique et une alimentée au gazole). [...] »

Ce point de mise en demeure pourra être considéré comme satisfait dès lors que l'exploitant aura rendu opérationnel le système d'extinction automatique et transmis une attestation stipulant du bon fonctionnement de l'installation d'extinction automatique.

La prise en compte du délai est à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

La société PANASONIC Heating & VENTILATION AIR - CONDITIONING dont le siège social se situe Route de Verneuil, sur la commune de Tillières sur Avre, exploitant d'une installation de fabrication des équipements aérauliques et frigorifiques industriels, Route de Verneuil, sur la commune de Tillières sur Avre, est mise en demeure de respecter sous un délai de trois mois les dispositions de l'article :

- 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2565 : « [...] *Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences. Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]* »

Ce point de mise en demeure pourra être considéré comme satisfait dès lors que l'exploitant aura remédié à la totalité des anomalies identifiées dans le compte rendu Q18 du 4 au 7 août 2025 établi par la société Bureau Veritas et aura transmis à la DREAL un certificat Q18 démontrant l'absence de ces observations.

La prise en compte du délai est à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente par voie électronique au moyen du téléservice "télérécursois citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

Le présent arrêté est notifié à la société PANASONIC Heating & VENTILATION AIR - CONDITIONING.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Eure pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

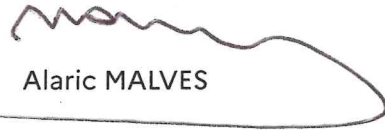
Copie est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bernay,
- Monsieur le maire de la commune de Tillières sur Avre,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO)

Évreux, le

14 NOV. 2025

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES